

« En finir avec la dette publique » ou conquérir de nouveaux financements pour les services publics ?



Éric Bocquet



Denis Durand



Éric Toussaint

Compte rendu du débat organisé à la fête de l'Humanité le 12 septembre 2021 sous le titre « En finir avec la dette publique », avec la participation d'Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord, co-auteur de l'ouvrage Des milliards en fuite, manifeste pour une finance éthique, au Cherche-Midi, septembre 2021, de Denis Durand, économiste, membre du conseil national du PCF, codirecteur d'Économie&Politique, et Éric Toussaint, historien, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes et coordinateur de la commission d'audit de la dette grecque en 2015. Débat animé par Clotilde Mathieu et Cyprien Boganda (l'Humanité).

Clotilde Mathieu

La dette, c'est quoi en fait ? Est-ce que cette ritournelle, comme quoi chaque enfant qui naît en France a une dette de trente mille euros sur les épaules, est une réalité aujourd'hui ?

Denis Durand

J'ai eu un petit moment d'interrogation quand j'ai découvert le titre du débat, parce que je n'ai pas une vision de la dette publique comme une malédiction divine qui pèserait sur nos épaules et sur celles de nos enfants. Je ne pense pas non plus que rembourser la dette soit un « devoir moral », comme quelqu'un l'a dit il n'y a pas longtemps. C'est un mécanisme économique. Si je veux développer des services publics, je vais embaucher des fonctionnaires, par exemple des enseignants, puis

les former : ça va prendre un certain temps. Puis ils vont commencer à travailler, à former des élèves, et au bout de trois ans, les élèves, ayant terminé leur formation, vont commencer à travailler, à produire des richesses. Donc cinq ou six ans après que j'aurai commencé à dépenser de l'argent, on va créer des richesses. On a besoin d'avances, on a besoin de dépenser cet argent maintenant, mais on ne l'a pas puisque les richesses correspondantes seront créées plus tard.

Donc la dette, ou plus exactement les avances d'argent qui sont faites aux collectivités publiques, sont indispensables, sinon l'État ne peut pas fonctionner, l'économie ne peut pas tourner. Est-ce que cela veut dire qu'il n'y a pas de problème du tout avec la dette ? En fait, il y a

deux problèmes. Le premier, c'est de savoir à qui on emprunte. La totalité de la dette de l'État français est empruntée sur les marchés financiers.

Par exemple, cette année, on sait qu'il faudra emprunter environ 260 milliards d'euros sur le marché financier parce que les recettes seront inférieures d'environ 260 milliards d'euros aux dépenses. Le Trésor français va donc sur le marché pour emprunter de l'argent. Axa, par exemple, achète des milliards d'obligations assimilables du Trésor... et aussitôt, il appelle la Banque de France, et la Banque de France les rachète. Autrement dit, elle devient propriétaire des titres de dette et elle donne de l'argent à Axa, à BlackRock, à Goldman Sachs.... Et que font Goldman Sachs, BlackRock, Axa, de cet argent ? Ils spéculent,





vendent, achètent, par exemple ils font monter le prix du blé pour affamer les pays du tiers-monde et pour faire des bénéfices au passage... Ils financent aussi des partis politiques, des chaînes de télévision qui expliquent que la dette, c'est une malédiction, et qu'il faut s'en débarrasser à tout prix et donc supprimer des postes de fonctionnaires... voilà ce qui ne peut pas durer, bien sûr.

«La dette, ou plus exactement les avances d'argent qui sont faites aux collectivités publiques, sont indispensables, sinon l'État ne peut pas fonctionner, l'économie ne peut pas tourner»

Éric Toussaint

Je vais commencer par une petite phrase très importante de Karl Marx dans le livre 1 du *Capital*. Il dit «la dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste.» Donc, pour Marx, la dette publique, en tout cas à son époque, c'est en fait un abandon de souveraineté de l'État au profit des banques.

Je pense que d'une certaine manière, bien que dans l'après Seconde Guerre mondiale on ait connu une autre fonction de la dette publique, on en revient largement à ça. Au XIXe siècle, des pays comme la Grèce, devenue indépendante en 1830, la Tunisie ou l'Égypte sont devenus carrément des protectorats ou des colonies. La Tunisie est devenue une colonie française sous le prétexte de cette difficulté à rembourser une dette qui avait été accumulée dans des conditions absolument abusives au profit de banquiers français, la Banque Rothschild et d'autres banques.

Si on regarde la situation depuis les 40 dernières années, toute une série de pays en développement ont été soumis à des politiques d'ajustement structurel. Afin de rembourser, ils ont dû privatiser massivement, perdre le contrôle sur leurs ressources naturelles, ce qui fait d'ailleurs qu'ils sont tout à fait démunis face à la pandémie du coronavirus. Plus récemment, au cours des 15 dernières années, un

pays comme la Grèce – de nouveau – a perdu complètement le contrôle de sa destinée avec le mémorandum de 2010, avec la troïka de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du FMI. Au nom du remboursement de la dette.

Il faut donc bien être conscient qu'une grande partie de la dette est illégitime et donc se poser la question : un État s'endette pour faire quoi ? auprès de qui, à quelle condition ? n'y a-t-il pas d'autres moyens de financer que la dette ?

Éric Bocquet

Je crois d'abord qu'il faut se féliciter que ce sujet de la dette publique vienne dans le débat public. Parce que jusque-là, c'était présenté comme quelque chose d'immuable, d'incontournable, une réalité face à laquelle il fallait s'incliner. Alors, quand je suis arrivé au Sénat, je me suis rendu compte que les premières années on versait 40 à 42 milliards d'intérêt aux marchés financiers qui financent l'État français depuis de nombreuses décennies maintenant. Autrement dit, c'était le troisième poste de dépenses après l'Éducation et la Défense, on appelle ça le service de la dette. D'ailleurs, le choix du mot «service» m'a beaucoup interpellé, ça en dit long.

Ce sujet, évidemment, va être amplifié avec ce qu'on est en train de vivre puisque, ça a été rappelé, la France va emprunter cette année 260 milliards d'euros sans difficulté. Dans les débats budgétaires, chaque année, les gouvernements successifs nous mettent en garde quand on dépose un amendement, pour augmenter les crédits de l'Éducation nationale par exemple. On nous oppose un avis négatif à l'amendement : «vous allez aggraver le déficit, vous allez aggraver la dette publique. Vous allez transférer la facture à vos enfants, à vos petits-enfants!». On culpabilise le peuple français et tous les peuples du monde à cause de cette dette. Donc, ce n'est pas un sujet technique, financier, qui ne serait que l'affaire d'experts. C'est un sujet hautement politique dont je me félicite qu'il vienne dans le débat public. Là-dessus, il y a des débats, y compris chez les forces progressistes, ça n'a rien de choquant

parce que c'est la première fois qu'on est confronté à ça. Qu'est-ce qu'il faut faire de cette dette Covid aujourd'hui ? Il faut quand même rappeler que la Banque centrale européenne détient à l'heure qu'il est près de 600 milliards de la dette française, 25 % du total. Et donc à l'évidence, le rôle de la Banque centrale européenne doit être interrogé.

Jacques Rigaudiat, un économiste, a publié un bouquin il y a quelques années intitulé *La dette, arme de dissuasion sociale*. Ce titre résume parfaitement le sujet. Cette dette est utilisée à des fins politiques pour justifier, tant que faire se peut, les politiques d'austérité, la réduction de dépenses publiques, etc. Le sujet grandit puisque le gouvernement a choisi de ne pas faire payer d'impôts supplémentaires et surtout pas d'impôts aux riches. Ils ont fait le choix de la dette et le risque maintenant, c'est que cette facture de la dette nous soit à nous tous présentée. On entend la petite musique monter. Voilà le monde d'après qu'on nous promettait. Il est revenu curieusement et furieusement comme le monde d'avant ! La réforme des retraites revient, la réforme de l'assurance chômage, Valérie Pécresse dans le débat avec Fabien, persiste dans l'idée de la nécessité de réduire les dépenses publiques. Bref, tout ça, c'est comme avant, au nom de la dette !

Deuxième citation, celle d'un des premiers présidents américains, John Adams. Il a dit : «il y a deux façons de conquérir et d'asservir un peuple : la première, par les armes et la deuxième par la dette, voilà en quoi c'est un sujet politique de fond.»

Cyprien Boganda

Qu'est-ce qu'on fait de la dette publique ? Est-ce qu'il faut l'annuler ?

Denis Durand

Je n'ai rien contre l'annulation de la dette publique, surtout celle qui est entre les mains des spéculateurs privés. En ce qui concerne la dette détenue par les banques centrales, l'annuler revient à annuler une dette que nous nous devons à nous-mêmes puisque l'État est le seul actionnaire de la Banque de France, elle-même actionnaire de la BCE

comme toutes les banques centrales nationales de la zone euro : cela ne change pas grand-chose à la situation des finances publiques.

Mais surtout, même si on annule la dette existante, le problème qui subsistera est qu'on a d'énormes dépenses supplémentaires à financer. La dette a augmenté de 300 milliards entre le premier trimestre 2020 et le deuxième trimestre 2021. Mais il en faudrait beaucoup plus. Il faut 15 milliards pour embaucher 100 000 personnes dans les hôpitaux, il leur faut trois fois autant pour le reste des services publics, il faut probablement une vingtaine de milliards pour faire baisser massivement le coût du capital avec des bonifications d'intérêt pour les PME, les TPE qui s'engagent à embaucher et à augmenter les salaires. On arrive très vite à 100 milliards, où va-t-on aller chercher ces 100 milliards supplémentaires ? C'est ça la question.

Éric Toussaint

Je suis favorable à l'annulation des dettes détenues par la Banque centrale européenne. Je suis, bien sûr, pour taxer les riches, les revenus des grandes entreprises qui ont profité à fond, y compris de cette pandémie. Et je suis pour auditer le reste des dettes comme on l'a fait en France au moment des comités d'audit citoyens entre 2011 et 2014. Et je suis pour réaliser des emprunts autrement.

Pourquoi l'annulation des dettes détenues par la Banque centrale européenne dans le cadre français ? Éric, tu as dit que c'était 600 milliards ? Je viens de regarder sur le site de la Banque centrale européenne : au moment où nous parlons, c'est 725 milliards. Donc, la BCE achète tout le temps. Sur les marchés financiers, auprès des grandes banques privées des montants colossaux.

Je suis pour l'annulation parce que la Banque centrale européenne a montré au cours des 15 dernières années ou 20 dernières années qu'elle utilise la dette publique pour imposer à certains moments une discipline de fer aux États. Elle fait du chantage. Elle l'a fait avec la Grèce. Vous allez dire, la France n'est

pas la Grèce, c'est plus facile d'en imposer à la Grèce qu'à la France. Mais elle l'a fait avec l'Italie. La Banque centrale, du temps de Trichet, a imposé une réforme du Code du travail au gouvernement italien en utilisant l'arme de la dette. C'est un instrument politique d'imposition, d'une politique d'une certaine manière et donc je pense que c'est léger de considérer que finalement ce n'est pas si important que ça puisque pour le moment on emprunte à 0 % *grossa modo* et que la BCE et la Commission européenne ont relâché l'application des traités ; mais on sait très bien, comme tu l'as dit Éric, que dans 6 mois, dans 10 mois, dans 15 mois – on verra exactement quand mais comme tu l'as dit, la petite chanson a commencé à passer dans les médias – qu'il va falloir rembourser. Et donc comme la France est à 120 %, la Belgique à 130 %, la Grèce a une dette publique de 220 % de son PIB, l'Italie est à 150 %. Vous imaginez le tour de vis qui nous attend, qui attend tous les peuples européens, et comment la BCE, une fois que Christine Lagarde va dire « maintenant ça suffit, on a passé la pandémie, il faut réintroduire la discipline ». Les titres français, viennent à échéance, certains dans 6 mois, d'autres dans un an, d'autres dans 2 ans... ce que peut faire la Banque centrale européenne, c'est de dire à l'échéance : « si un gouvernement français ne me plaît pas, je ne rachète pas de la dette française ». Elle l'a fait avec quelqu'un qu'on n'aime pas du tout, quand Salvini est devenu ministre et a dénoncé l'Europe, et les taux ont remonté immédiatement sur la dette italienne. Imaginez un gouvernement populaire en France.

« La Banque centrale européenne fait du chantage »

Si la BCE annonce qu'à la date d'échéance elle ne rachète pas de titres français, les marchés financiers vont donc faire payer une prime de risque à la France pour déstabiliser complètement un gouvernement populaire. Je pense donc qu'il faut lever cette menace sur un gouvernement de gauche et sur le peuple français que pour réutiliser la

Banque centrale est pourquoi il faut annuler ces dettes.

Cyprien Boganda

Denis Durand, la dette comme arme politique, c'est quelque chose que vous partagez ?

Denis Durand

Oui, puisque c'est une arme qui est aujourd'hui entre les mains des financiers. BlackRock, Axa et les autres nous prêtent de l'argent parce qu'ils ont, de la part de nos gouvernements, l'assurance que cet argent sera utilisé pour stimuler la rentabilité du capital en France et attirer les capitaux. C'est la mondialisation financière. Ainsi, que va-t-on faire des 260 milliards d'emprunts programmés cette année ? Par exemple, on va distribuer quelque chose comme 200 milliards d'exonérations fiscales, d'exonérations sociales, d'aides aux entreprises pour les rendre rentables. Cela fait trente ans, depuis Balladur au moins, que l'on retire des ressources à la Sécurité sociale avec les exonérations de cotisations, et qu'on donne l'argent aux patrons. Les marchés financiers ne connaissent qu'une seule chose, le profit. S'imaginer qu'ils vont nous financer pour développer les écoles dans les quartiers populaires, sauver le système de santé de la catastrophe dans laquelle il est plongé, on se fait des illusions.

L'argent de la BCE, c'est notre argent. Par exemple, la Banque de France – actionnaire de la BCE comme les autres banques centrales nationales de la zone euro – appartient à l'État français donc, théoriquement, au peuple – si nous avons le pouvoir. Donc, notre argent va aux marchés financiers pour faire tout le contraire de ce dont nous avons besoin. Il faut arrêter ce système absurde !

L'alternative coule de source. Ces centaines de milliards d'euros qu'il va falloir dépenser si on veut sortir de la crise, il faut aller les chercher là où ils sont, c'est-à-dire auprès de la Banque centrale. 700 milliards de titres de l'État français, 4 400 milliards pour toute la zone euro, dont 80 % de titres publics. Vous vous rendez compte ? On a découvert au XXI^e siècle que les banques centrales peuvent créer en douze



ans (depuis 2008) 4 400 milliards, et les 1 000 derniers milliards en un an! On peut le faire: c'est une révolution.

Et donc il faut utiliser ce pouvoir de création monétaire autrement. C'est là que la question de la démocratie se pose: qui a le pouvoir de décider et qu'est-ce qu'on prend comme critère pour décider de l'utilisation de cette énorme masse d'argent qui existe?

Éric Bocquet

Il y a à l'évidence une arnaque sur la dette, je le dis crûment, mais c'est vraiment ça, c'est vraiment l'argument massue qui empêche tout progrès social et humain et qui sert à justifier toutes les politiques de régression. Je pense qu'il faut démystifier ce discours catastrophiste sur la dette.

Alors parlons d'évasion fiscale. Parce que comme Éric Toussaint le fait, il serait intéressant qu'on fasse un audit de cette dette. Qu'est-ce qu'il y a dans les 2 700 milliards? Les libéraux nous disent «c'est votre faute, vous avez voulu la retraite à 60 ans, les services publics, l'école gratuite, les 35 heures par semaine!» Et on entend la musique que les Français ne travaillent pas assez, dépensent trop. La culpabilisation, ça va loin au niveau moral. Vous savez qu'en allemand, le mot dette se dit Schuld, «faute»...

C'est ça qui m'intéresse dans le sujet. C'est dans ce sens-là que je parle d'arnaque. On a construit une arme pour faire peur aux gens parce que tous leurs discours ont explosé quand même. Dans la préparation du budget 2020, donc en novembre-décembre 2019 au Sénat, le discours était: «attention, le ratio de dette sur PIB approche les 100 %» – on était à 99,6 %. Sous-entendu: au-delà, c'est l'Apocalypse. Six mois plus tard, avec le coronavirus qui s'est planté dans le décor, on était pratiquement à 120 % du PIB et on arrive à emprunter à des taux négatifs!

La France a un budget en déséquilibre depuis 47 années, le dernier budget équilibré de la France, c'est 1974. Depuis, on est en déficit, petit au départ et aujourd'hui? Mais dans cette dette, Denis l'a rappelé, il y a les

centaines de milliards d'euros d'exonération, de dégrèvements divers qui ont été accordés aux entreprises. Pour quel résultat? Michelle Demessine, mon ancienne collègue au Sénat, avait fait un rapport sur le sujet qui, malheureusement, n'a pas été adopté, on se demande pourquoi! mais cela fait 300 milliards, pour quel résultat, pour quels emplois créés?

Et puis dans les 2 700 milliards, je crois qu'il y a plus de 1 000 milliards d'euros d'intérêt qu'on verse aux marchés financiers, parce qu'on ne rembourse jamais le capital. On achète le droit d'emprunter. On paye 42 milliards, 40 à 35 milliards d'intérêts selon les années et on réemprunte sans difficulté. On fait la queue pour acheter la dette française! L'Agence France Trésor, qui a été créée il y a 20 ans, qui est chargée de mettre sur le marché notre dette, vend de la dette comme on vend des chaussettes ou des brosses à dents. La dette est un produit marchand, la dette finance les marchés financiers, c'est un cercle sans fin, c'est l'écureuil qui tourne dans la roue.

« Il y a à l'évidence une arnaque sur la dette »

La dette ne va jamais être remboursée! Il faudrait qu'on fasse 50 milliards d'excédents par an. Si vous divisez par le nombre de milliards qu'il y a à rembourser, ça vous fait du temps, hein?

Je mène un travail au Sénat en ce moment, dans une délégation spéciale sur la dette, avec une collègue centriste, on n'a pas la même vision du sujet. Mais voilà, ce sera un travail pluraliste et on réfléchit, on auditionne les gens, on va produire un rapport qui devrait éclairer le débat.

Il faut qu'on sorte de ce carcan dans lequel nous on nous enferme au Sénat et au Parlement en disant «non, votre amendement n'est pas recevable parce que vous allez dépenser de l'argent». Eh bien oui, c'est ça le but de l'État. Construire une société, financer les services publics, ce sont des choix financiers, donc je préférerais que les 40 milliards d'intérêts on les mette ailleurs pour améliorer les moyens de l'hôpital et de l'école par exemple.

Clotilde Mathieu

On a des besoins de financement immenses. Aujourd'hui, on a la transition écologique à faire, développer des services publics pour toute une série de besoins. Même si on efface la dette Covid, on va se retrouver quand même face à ce mur de la dette? Mais comment on va chercher cet argent? Quelles sont les propositions pour aller le récupérer?

Éric Bocquet

Même si on solutionnait la dette Covid, on n'aurait pas réglé le problème de fond qui est, je crois, celui de quel financement pour les États?

On nous assomme sans arrêt avec les pourcentages de dette. Le Japon c'est 240 %. Mais la différence, c'est qu'elle est détenue par les Japonais eux-mêmes, les institutions et des particuliers. Alors nous, on nous dit qu'il y a ceux qui en ont les moyens, qui ont réalisé plus d'épargne l'an dernier du fait des confinements et de cette crise sanitaire, on parle de 160 milliards d'excédent d'épargne. Pourquoi ne pas imaginer que cette épargne puisse financer l'État? Sous forme de bons du Trésor, pourquoi pas? C'est une piste.

La deuxième piste, on l'a évoquée, c'est la Banque centrale européenne. Moi, je pense qu'il faut revoir son mandat, mais complètement. On doit mener le débat, on a des partenaires à convaincre à l'échelle européenne, mais je crois que c'est l'intérêt de tous les peuples européens confrontés plus ou moins aux mêmes difficultés, d'inégalités, de transition écologique. Ça ne s'arrête pas aux frontières, c'est la planète entière qui est confrontée à ce sujet. Donc la Banque centrale européenne devrait avoir un nouveau mandat. Les traités européens lui font interdiction de financer directement les États mais on se rend compte qu'aujourd'hui, de fait, indirectement, elle finance les États. Est-ce que ce n'est pas le moment de tout remettre à plat? C'est ce qu'on propose dans le bouquin: remettons à plat le mandat de la Banque centrale européenne.

Alors, ce qui est un curieux dans le choix des mots, c'est que la dette des États s'appelle la



Éric Bocquet



Denis Durand



Éric Toussaint



Éric Bocquet



Denis Durand



Éric Toussaint

« dette souveraine ». Mais dans quelle mesure on est souverain, si c'est celui qui vous prête qui vous dit ce qu'il faut faire ? on est vassalisé par les marchés financiers. Il faut s'affranchir de leur tutelle, qui a été organisée par un choix politique fait il y a quelques décennies. C'est un combat à mener au niveau européen au moins, et à l'échelle mondiale. Ensuite, il faut revoir Bretton Woods ; c'est fini.

Denis Durand

Je vais partir de la situation qu'évoquait Éric Toussaint tout à l'heure, un gouvernement de gauche. Disons : Fabien Roussel à l'Élysée, Éric Bocquet à Bercy, et on annonce qu'on va faire une politique de gauche. Éric nous dit, vous savez ce qui va se passer : avec la dette, les marchés financiers, la mondialisation, ça va être la fuite des capitaux, la grève des investissements des multinationales, qui ferment les implantations et qui licencient massivement : l'agression, avec la BCE en gendarme du capital. On a connu ça dans d'autres pays et on sait que c'est ça qu'on doit affronter. Ce que j'ai envie de dire – Fabien Roussel me pardonnera – c'est que si j'étais président, la première chose que je ferais en arrivant au gouvernement, ce serait de convoquer partout, dans les communes, dans les départements, dans les régions, au niveau national, ce que nous appelons des conférences pour l'emploi, la formation, la transformation productive et écologique et les services publics. On réunit toutes les forces vives de la société, les syndicats, les associations, les citoyens, les élus et, bien sûr, on convoque les patrons, les entreprises, petites et grandes, les banques, les administrations économiques, la Banque de France, et on fait des évaluations précises : où y a-t-il besoin de créer des emplois ? où y a-t-il des jeunes qui ont besoin d'accéder à des formations – pas pour les formater, les mettre à la disposition du patronat mais pour leur permettre de se développer, d'être des citoyens et d'être efficaces aussi dans leur travail ? où a-t-on besoin de services publics ? de créer des écoles, d'embaucher des enseignants, d'augmenter le salaire

des enseignants, de développer les moyens des hôpitaux, de la justice, de la police ? De façon démocratique et décentralisée, on en sort une série de projets concrets d'investissement, d'embauches, de pré-embauches de jeunes dans les administrations. On compte combien cela fait d'argent à dépenser.

« Convoquer partout, dans les communes, dans les départements, dans les régions, au niveau national, ce que nous appelons des conférences pour l'emploi, la formation, la transformation productive et écologique et les services publics »

Et on sait que si on fait ça, au bout de deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans, on aura développé l'emploi, on aura fait reculer le chômage, on créera beaucoup plus de richesses dans le pays et donc on aura les moyens de financer.

Mais aujourd'hui, ces moyens, on ne les a pas. Donc, puisque la Banque de France est là, puisque les banques sont là, on se retourne vers elles et on leur dit : « la patrie est en danger ». Qu'est-ce que vous faites pour votre pays, qu'est-ce que vous faites pour le peuple, pour les gens qui vous ont confié leur argent ? La Banque centrale, propriété de l'État, qu'est-ce que vous faites pour l'intérêt général, qu'est-ce que vous faites pour le bien commun ? On les met sous pression. Et puis on a des moyens de pression : on nationalise la Société Générale et BNP Paribas, et on fait beaucoup plus que ça : on fait un pôle financier public qui s'oppose au pôle privé, celui de la mondialisation. On utilise des fonds régionaux pour baisser le coût du capital pour les entreprises qui embauchent. Et on finance les services publics ! On dit à la Banque centrale : au nom de quoi continuez-vous d'acheter des titres aux spéculateurs alors que vous pourriez prêter cet argent à un fonds national, voire européen, de développement des services publics ? Le but, c'est bien sûr de changer radicalement le mandat de la Banque centrale européenne,

mais on sait bien que si on commence à mettre à l'agenda européen une négociation pour refaire les traités, ça va prendre « un certain temps »... mais on peut faire autrement, parce que ce Fonds européen de développement des services publics, on peut le constituer avant même de changer les traités, à condition qu'il ait le statut d'établissement financier. Les traités interdisent à la Banque centrale de prêter directement aux États. Mais s'il s'agit d'une institution financière publique, il peut, comme n'importe quelle institution financière, comme n'importe quelle banque, appeler sa banque centrale nationale et obtenir des refinancements. Aujourd'hui, le taux des refinancements, c'est -1 %. Dommage que la population n'en bénéficie pas ! Au nom de quoi la BCE pourrait-elle refuser de faire ça s'il y a une mobilisation sociale, en France, et ça peut s'élargir aussi en Europe comme tu le disais.

Si on arrache des réponses dans ce sens, ça veut dire qu'insensiblement, en quelque sorte, on aura commencé à changer le mandat de la BCE. Une fois qu'il aura été changé dans les faits, le droit suivra. C'est toujours comme ça que ça s'est passé en Europe.

Je termine sur un seul exemple. Quand elle a été créée, la BCE avait juré que jamais elle n'achèterait de titres publics, car c'est contraire aux traités, c'est l'abomination de la désolation. Et puis, en 2008, ils ont bien été obligés de s'y mettre. Ils ont fait un pas, il faut les pousser jusqu'à ce qu'ils tombent du bon côté, voilà mon sentiment politique.

Cyprien Boganda

Éric Toussaint, vous faites référence dans un article récent à la Commune de Paris et vous citez quelqu'un qui disait que les communards s'étaient arrêtés aux portes du coffre-fort de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la Banque de France ?

Éric Toussaint

La citation vient à la fois de Friedrich Engels et de P. O. Lissagaray qui a écrit une histoire de la commune de Paris dont je recommande vraiment la lecture.

Oui, si on parle de ce qu'un gouvernement populaire devrait faire,



je pense qu'il ne sera pas possible de changer le rapport des forces en Europe simultanément. Donc, ce que fera un gouvernement populaire, en France ou dans mon pays en Belgique, ce sont des initiatives qu'il peut prendre comme gouvernement dans le cadre des compétences qu'il a. Et pour pouvoir exercer ses responsabilités, pour répondre aux promesses qu'il a faites à la population, il devra désobéir aux traités, c'est absolument clair. Donc il faut annoncer dans une campagne électorale que le gouvernement désobéira aux traités lorsque les dispositions des traités empêchent de satisfaire les obligations du gouvernement à l'égard du peuple. Pour garantir la satisfaction des besoins prioritaires.

Si la Banque centrale européenne déstabilise le gouvernement en disant «je ne rachète plus de titres», pour faire monter les taux d'intérêt, je pense qu'un gouvernement doit dire : «tu me déstabilises? Eh bien, je ne te rembourse plus». Et qui aura le problème? C'est la Banque centrale européenne. Et là, je vous assure que ça changerait complètement la donne. Il y a un adage populaire en Grande-Bretagne qui est bien clair, qui dit «Vous avez une dette de 1 000 livres sterling auprès de votre banquier, c'est vous qui avez un problème mais si vous devez un million de livres sterling à votre banquier et que vous lui dites, je ne te rembourse pas, c'est le banquier qui a un problème». Et si vous dites comme gouvernement français, «je te dois, tu me réclames 700 milliards, eh bien je ne te les paye pas tant que tu te comportes de cette manière-là», c'est la Banque centrale qui aura des problèmes et qui viendra demander le dialogue et qui devra faire des concessions.

Les autres choses, c'est que la dette, on l'accumule. D'abord parce que dans un budget il y a un problème de recettes et de dépenses. Il faut augmenter les dépenses, bien sûr, sociales, mais il faut augmenter les recettes en taxant ceux qui ont profité de la crise et qui profitent du travail de la population du pays. Et donc il faut taxer les grandes entreprises, il faut taxer les gros patrimoines, il faut taxer le 1 %

des plus riches. Déjà, si on se concentrait sur le 1 % des plus riches, même pas les 10 %, on pourrait retirer énormément de recettes qui diminueraient dès lors le besoin de recourir à la dette.

Mais effectivement, il faudra s'endetter, et je suis bien d'accord, s'endetter pour un plan de 20 ou 30 ans de transition écologique, pour développer à fond les énergies renouvelables, pour lutter contre le changement climatique, pour booster la santé publique, etc. Il faut des investissements de longue durée. Il faut donc des emprunts publics, ils doivent être légitimes et là je ne suis pas du tout gêné de dire «emprunt forcé». Les institutions bancaires doivent absolument prendre des titres de la dette française au taux fixé par l'État français. Les ménages riches doivent acheter de la dette française. On va leur fixer des quotas, elle sera à 0 %, et elle sera non indexée sur l'inflation. Et je suis tout à fait d'accord avec Éric pour dire par contre, aux ménages populaires, à ceux qui ont un livret A : «On vous propose d'acheter des titres de la dette française. Mais vous, qui êtes en-dessous d'un niveau de patrimoine et de revenus donné, on vous garantit un taux d'intérêt réel positif.

Et là, on peut faire appel à l'épargne de la population qui pour le moment n'est pas vraiment motivée à utiliser son épargne parce que les rendements ne sont pas là. Mais si on dit : «ça va servir à des projets locaux, ça va servir à des projets de la nation et on va le rémunérer à un taux positif», je suis persuadé qu'énormément d'argent affluera, et j'appelle ça de la dette légitimement accumulée et légitimement dépensée. Il peut y avoir un profond de soutien populaire à ce type de proposition. Pour le reste des dettes, il faut les auditer et déterminer la partie qui était légitime et la partie qu'on va annuler, qui était aux mains de grands groupes financiers. Il faut socialiser les grandes banques, les exproprier, et faire des grandes banques du secteur bancaire et des assurances un service public, en leur définissant des missions de service public. Vous vous baladez dans Paris, vous voyez les grands bâtiments de Natixis,

du Crédit Agricole... Il faut exploser ça, dans le sens que ces grands bâtiments doivent servir à autre chose. Et il faut recréer des agences bancaires publiques dans tous les hameaux de France, dans toutes les municipalités, parce que c'est quand même aberrant qu'il faille faire parfois 10 ou 15 ou 20 km pour trouver une bourgade... avec 10 agences qui se concurrencent toutes. Si ça devient un service public, on recréera partout des agences. On dira au gens «déposez votre épargne», et il y aura un contrôle sur l'utilisation que fait le service public de cet argent. Donc il faut mettre au service de la population les activités bancaires et les activités d'assurance en les transformant en service public, et reprendre totalement le contrôle de la Banque de France et la mettre au service de cette mission populaire.

Éric Bocquet

On a parlé de l'exemple de la Grèce. Imaginons Fabien Roussel, élu président de la République, ça serait un séisme pour les marchés financiers. Et c'est vrai que ce serait le début d'une bataille considérable. Dès le dimanche soir, ce serait la panique hein. Souvenons-nous de ce qui est arrivé à la Grèce.

Donc c'est sûr que ça serait une bataille considérable. Il ne faut pas se mentir, mais c'est un enjeu de fond. Denis a rappelé que la Banque centrale européenne n'aurait pas imaginé il y a 15-20 ans acheter un titre de dette publique, c'est contraire aux traités. Et puis, ils l'ont fait. Ils n'ont pas changé les traités, il n'y a pas eu de référendum, le Parlement n'a pas été convoqué en congrès. Ils ont choisi les mots. Ils n'ont pas dit, «on désobéit à notre traité», ils n'ont pas dit «on fait la révolution». Ils ont employé des mots comme «assouplissement quantitatif», en anglais QE. Ils ont parlé de mesures accommodantes. Ils ont parlé aussi de «décisions non conventionnelles» et avec ça ils font ce qu'ils veulent. Donc, quand les circonstances l'exigent, quand le rapport de forces est là, il y a le feu dans la maison. Aujourd'hui, il y a le feu dans la maison, on a les urgences climatiques, les urgences sociales. Il y a des problèmes

fondamentaux à gérer dans nos sociétés, et pas qu'en France. Eh bien allons-y, c'est une bataille à mener, ça ne va pas être facile mais si on fait l'économie de ne pas s'attaquer à ce sujet de la domination de la finance, de la dette publique et du système bancaire mondial, on ne va pas aller bien loin, parce qu'ils tiennent tout, via la dette, notamment, via leurs idées, via leurs cabinets de conseil et d'audit... Voilà, ils ont mis en place un système puissant, intelligent et efficace aujourd'hui, mais ils sont moins nombreux que nous!

Denis Durand

On peut entamer un petit débat macro-économique qu'on n'aura pas le temps de mener jusqu'au bout mais ce que tu dis Éric quand tu décris le système financier en disant « il y a l'épargne des Français et puis il y a un système, des tuyaux qui prennent l'épargne et puis qui l'emmènent pour financer des investissements », ce n'est pas faux, mais c'est la vision néoclassique de la finance. C'est celle qui croit qu'il n'y a pas de production, qu'il n'y a pas de création monétaire. C'est ce qu'écrit Jean Tirole, notre « prix Nobel », dans son gros bouquin de 600 pages qui ne contient pas une ligne sur le crédit.

Mais le plus important dans le système financier, c'est autre chose, c'est sa capacité à créer de la monnaie à partir de rien : ce que font les banques centrales – 4 400 milliards –, ce que font les banques avec une autre sorte de monnaie. Parce que cette monnaie sert à payer de l'argent avant qu'on ait créé les richesses qui correspondent, c'est pour ça qu'on peut produire. On peut dépenser, on peut payer des gens, on peut investir et on peut développer les richesses, c'est vital, mais aussi c'est là qu'on a un pouvoir.

Cela, c'est une vision de l'économie qui n'est pas néoclassique. C'est déjà ce que disait Keynes. Et bien sûr ce que disait Marx avant Keynes, c'est le rôle ultra progressiste possible du système de crédit, à condition qu'on l'arrache aux mains du capital et qu'on prenne le pouvoir sur l'utilisation de l'argent des banques et des banques centrales. On a

évoqué au cours de cette séance différents moyens, différents objectifs qu'on pourrait se fixer pour aller dans ce sens.

Éric Toussaint

Je trouve que c'est extrêmement important d'avoir ce type de débat ici et qu'il faut l'approfondir certainement.

« Il y a de plus en plus de gens qui veulent des solutions radicales »

Je pense qu'il faut ne pas avoir peur d'être radical. Il faut, dans une situation aussi dramatique que celle que connaît l'humanité avec la pandémie et après la pandémie. Parce qu'il y a la crise écologique d'une profondeur énorme, il faut aller à la racine des problèmes.

Et donc il faut aussi partir de l'idée qu'il y a de plus en plus de gens qui veulent des solutions radicales. Et si la gauche ne propose pas des solutions radicales, l'extrême-droite vient avec des propositions radicales simplistes. Elle pourrait gagner des soutiens comme elle en a gagnés à d'autres époques du ^{xx} siècle. Donc, n'ayons pas peur de la radicalité, défendons un programme très clair. Et on pourra gagner, j'en suis certain.

Clotilde Mathieu

Alors merci à nos trois invités d'avoir participé à ce débat qui se poursuivra dans les colonnes de *l'Humanité*.

